

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITE
14, rue Drouot (Paris 9^e)
Téléph. : CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir
5 centimes — PARIS ET DEPARTEMENTS — 5 centimes

RÉDACTION & ADMINISTRATION
142, rue Montmartre (Paris 2^e)
Téléph. : CENTRAL 80-63

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.
Les abonnements pour 6 mois sont reçus

DIRECTEUR :
Miguel ALMEREYDA

Pour la Publicité s'adresser à la Direction
14, rue Drouot, Paris (9^e)

La Crise du Pétrole

Méfais de la Douane bureaucratifiée

Puisque j'ai entrepris de montrer les méfaits d'une douane organisée en bureaucratie inerte et stupide, je veux, avant d'exposer les remèdes de la crise que nous subissons, raconter en détail par quels miracles d'intelligence on paralyse l'industrie et le commerce d'un pays, en dressant des barrières derrière lesquelles des syndicats et des coalitions peuvent impunément dépouiller le consommateur.

Voici l'histoire du point d'éclair.

En 1873, à un moment où les essences légers et volatiles, qui sont aujourd'hui utilisées pour l'automobile, étaient un sous-produit sans valeur, les marchands de pétrole en mélangèrent le plus possible dans le pétrole lampant, au risque de provoquer des explosions.

Une circulaire prohiba les produits qui, par leur densité pouvaient être considérés comme des pétroles et dont le point d'éclair serait inférieur à 35°; c'est-à-dire qui seraient dangereusement inflammables.

Les raffineurs français virent alors leurs pétroles de luxe inflammables, dans lesquels on pouvait étendre une albumette.

Voilà une bonne circulaire, pensez-vous.

Sans aucun doute, en 1873.

Mais depuis on a inventé l'automobile. Les produits légers, volatils, inflammables valent 50 p. 100 de plus que le pétrole lampant.

Dès lors, la circulaire n'a plus de raison d'être, et l'on se garderait bien de mettre de l'essence dans du pétrole, bien au contraire.

En revanche, on applique aujourd'hui à certaines industries, vernis, peinture, produits d'entretien, et aussi en employant dans des moteurs spéciaux des pétroles assez légers et néanmoins inflammables, qui ve-

lent d'ailleurs plus cher que le lampant.

Ces produits circulent librement en France s'ils sortent des usines du syndicat.

Mais la douane continue à les prohiber et les arrête aux frontières.

Ainsi elle sert les intérêts des monopoles, par l'application d'une mesure devenue sans autre raison.

N'est-ce pas ainsi qu'une sentinelle veillait toujours sur un banc qui fut, jadis, point de fraix ?

Pourtant, la rigueur de la douane a fléchi en 1913 en faveur des importateurs autrichiens. Elle a laissé entrer par les gares frontalières ce qu'elle arrêtait dans les ports.

Pourquoi ? Nul ne le sait.

Toujours est-il que, devant les réclamations justifiées de ceux qui préféraient les fournisseurs anglais ou américains aux autrichiens, la douane a transigé. Elle a relevé de 765 à 790 la densité à partir de laquelle elle applique la fameuse circulaire de 1873.

Pourquoi ne pas l'avoir annulée tout simplement ? Mystère.

C'est grâce aussi au maintien de cette mesure inutile et arbitraire qu'elle a pu récemment encore gêner les importations anglaises aux gares de Paris.

Et ici éclate son génie.

Ayant dû reconnaître que les produits répandaient à ses exigences, après démarches et délais, et que l'erreur provenait de ses propres services, elle a pris un oukase ordonnant de décharger les wagons avant leur réexpédition, afin que la prise d'échantillon puisse être faite plus facilement.

D'où retard, frais, etc...

Les importateurs seront gênés, mais la douane triomphe.

Et le prix du pétrole ne baisse pas.

Miguel ALMEREYDA

Les Socialistes et la loi Dalbiez

La loi Dalbiez sera appliquée vigou-
reusement.

M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat aux munitions, a reçu hier une délégation du groupe socialiste de la Chambre.

Le sous-secrétaire d'Etat s'est engagé à faire appliquer la loi Dalbiez intégralement. Toutes les demandes font l'objet d'une enquête sérieuse. On recruta les manœuvres, autant que possible, dans la zone de l'intérieur exclusivement. On ne renverra plus dans les usines d'hommes appartenant à des classes postérieures à la classe 1910.

Enfin, le sous-secrétaire d'Etat a annoncé que des punitions avaient été infligées à des officiers qui avaient contrevenu aux instructions ministérielles et tardé à renvoyer les hommes demandés.

Enfin, des poursuites sont engagées contre des industriels coupables d'avoir fait de fausses déclarations pour obtenir le retour d'ouvriers non qualifiés.

Les députés socialistes ont emporté l'impression bien nette que la loi Dalbiez est appliquée avec rigueur.

Dans Paris

EXPLOSION. — Une explosion due à une fuite de gaz s'est produite ce matin dans un bar, 239, rue de Trinité. Déjàts importants, pas d'accident à déplorer.

LA SOUSCRIPTION DE LA PREFECTURE. — La 15^e souscription ouverte entre les fonctionnaires employés et agents des services de la Préfecture de Police (Paris et banlieue) a fourni une somme de quinze mille vingt-deux francs, quatre-vingt-dix centimes. M. le Préfet de Police a répondu par une lettre de remerciements aux souscripteurs, entre l'œuvre du secours national et l'office départemental de la Seine, pour les trois sections de soldats mutilés et amputés, des prisonniers de guerre et des trains de blessés.

DERNIERE HEURE

Les débitants chez M. Briand

Le président du Conseil a reçu ce matin les délégués de la Confédération nationale des débitants de boissons.

Les délégués ont demandé au Président du Conseil que les débitants soient mis à l'abri de toutes mesures administratives arbitraires.

Ils ont insisté pour qu'à cet effet intervienne une réglementation générale qui définira d'une façon précise leurs droits et leurs obligations.

Ils ont tenu d'ailleurs à protester de leur patriotisme et de leur volonté de seconder le gouvernement dans son action commandée par l'intérêt supérieur du pays.

Le Président du Conseil a pris acte de leurs bonnes intentions.

Il a promis que le Gouvernement, sans se laisser détourner de son but, examinerait leurs demandes dans un esprit de bienveillance.

Les Bandits ne répondent pas

L'Action française continue à donner son flet quotidien : « La finance boche et la Révolution ». Mais vous pouvez le lire et le lire : il n'y a rien.

A toutes les questions que nous leur avons posées, les bandits royalistes se gardent de répondre.

Nous avions raconté la défection d'un militant royaliste de la Ligue d'Action française, un Louis Barthelemy, d'Apt, en Vaucluse. Renouvelant le geste criminel des royalistes sous la Révolution, qui, pour ne pas servir dans les armées de la France, qui étaient les armées de la République, émigrèrent, passèrent à l'étranger, filèrent à l'ennemi, ce royaliste d'Action française, bien qu'il fut mobilisé, profita d'une petite permission pour désertir en Espagne, pour ne pas prendre sa part de la défense nationale, pour échapper à l'appel du sang.

Nous attendons toujours.

Nous avions, de même, demandé s'il est vrai que le fils de Léon Daudet, son fils aîné, issu du premier des mariages de « Barbe-Bleue » de l'Action française, le soldat Charles Daudet, soit embusqué à Paris.

Nous demandions aussi quel était alors son embusqueur.

Même silence !

Enfin, Léon Daudet se garde de nous fournir le moindre éclaircissement sur la singulière démarche que fit un jour à la Préfecture de police (service des mœurs) son petit frère, le teneur Lucien Daudet, adolescent passionné, qui avait à se plaindre d'une jeune secrétaire intime, trop intime.

Quant à Maurras, il a renoncé à poursuivre ses diffamations. Il cesse de calomnier Miguel Almereyda en racontant de mensongères histoires de marchés d'armes. Mais il se garde, de même, de fournir la preuve de ses accusations. Cette preuve, nous l'avons mise au défi de la produire. Il nous fit d'abord l'étrange réponse que vous connaissez : « Cela ne vous regarde pas. »

Maintenant, plus prudent et plus lâche, il se tait.

Les Giolittistes en Italie

Depuis quelques jours, les députés Giolittistes ont intensifié leur propagande en vue des prochains débats parlementaires. D'autre part, un télégramme de Turin annonce que M. Giolitti ne viendra pas à Rome pour la réouverture de la Chambre. Il ne participera pas aux nouveaux travaux parlementaires et restera à Cavour.

Bourse de Paris

du vendredi 19 novembre 1915

La tenue du marché laisse à désirer et dans la plupart des compartiments se manifeste une nuance de lourdeur. La Rente 3 0/0 se tasse au cours rond de 65 francs, des réalisations se produisent sur les mines d'or, les diamantifères ; le Rio fait exception et poursuit son mouvement ascensionnel.

Fonds d'Etats. — Français 3 0/0, 65 ; 3 1/2 0/0, 90 85. — Russes 1906, 88 50 ; 1914, 82 70.

Valeurs minières. — Liégeois, 287 ; Spies 16 50. — Grosny ord., 1825. — Rio, 1524. — Boléo, 632 50. — Tharsis, 737. — Chino, 325. — Utah, 464. — Butte, 435.

La Guerre

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

TROIS HEURES

En Alsace, sur le plateau d'Offholtz et à Hartmannswillerkopf, lutte très vive de l'artillerie et des engins de tranchées accompagnée de jet de grenades.

Sur le reste du front, nuit sans incident.

Nuit sans incident. On a essayé de surprendre hier Lunéville. Pris en chasse, cinq d'entre eux ont fait demi-tour ; les autres ont lancé sur la ville quelques bombes qui ont blessé trois personnes. Les dégâts matériels sont peu importants.

Communiqué italien

Rome, 18 novembre (Commandement suprême). — Pendant toute la journée d'hier, action intense des artilleries adverses ; l'artillerie ennemie s'est montrée spécialement active dans la zone de Goritz.

Nous avons constaté que des abords et même de l'intérieur de la ville partaient de nombreux coups de feu dirigés contre nos positions ; nous avons aperçu aussi des colonnes de troupes, provenant de la ville, franchir les ponts de Pisonzo et monter aux hauteurs de Sabotino et de Podgora pour renforcer les défenses ou remplacer les troupes engagées.

Nos aviateurs et nos postes d'observation ont constaté l'existence de batteries postées dans la ceinture des hauteurs qui dominent Goritz à l'Est. CADORNA.

Communiqué anglais

Londres, 18 novembre. — L'artillerie allemande a continué à canonnner activement, à l'est et au nord-est d'Ypres.

Dans la nuit du 16 au 17 novembre, un petit détachement anglais a pénétré de force dans une tranchée avancée allemande juste au nord de la rivière Douve, au sud-ouest de Messines ; il passa devant les Allemands à la batonnnette et regagna ensuite nos tranchées en ramenant douze prisonniers. Ses seules pertes ont été d'un tué et d'un blessé légèrement.

Le communiqué allemand décrit cet incident en disant que les Allemands ont repoussé un coup de main sur la route de Messines à Armentières.

Dernièrement, un de nos aviateurs en reconnaissance a livré un combat à courte distance avec un avion allemand qu'il a forcé d'atterrir lourdement en arrière des lignes allemandes, dans les terres labourées. Avant d'atterrir, il avait été endommagé par le feu de l'ennemi et il a été atterri à 500 yards en arrière de nos tranchées où il a été encore violemment bombardé, sans toutefois être atteint de nouveau.

Notre pilote a remplacé son réservoir d'essence pendant la nuit et a ramené sans encombre au lever du jour, son appareil au garage.

Communiqué monténégrin

Cettigné, 17 novembre. — Le 16 novembre, notre armée du Sandjak, attaquée par

des forces supérieures a dû se replier sur ses positions principales du fleuve Drina. Une terrible tempête de neige a rendu partout les opérations très difficiles. Vifs combats d'artillerie sur tous les fronts.

Les opérations

L'appréhension à Monastir

Athènes, 18 novembre. — Un annonce de Salonique que des nouvelles arrivées à midi à Monastir confirment que la panique règne dans cette ville.

Les Bulgares qui sont entrés à Prilep y ont réussi après avoir effectué leur jonction avec l'armée bulgare venant de Teovo. Les Serbes ont battu en retraite vers Ochrida.

Tous les consuls s'en vont

Vodena, 18 novembre. — La situation sur le front de Prilep semble s'être légèrement améliorée en faveur des Serbes depuis dimanche.

Ceux-ci ont infligé des pertes formidables à l'ennemi.

Les consuls français et italien ont quitté Monastir hier à destination de Salonique. Le vice-consul d'Angleterre viendra également de partir en automobile pour la même destination.

La protection des auiels de l'Entente a été exercée au consul de Grèce.

50.000 Serbes contre 80.000 Bulgares

Athènes, 18 novembre. — L'armée serbe se retire vers l'Albanie. Les troupes serbes qui se trouvent dans la région de Monastir sont évaluées à 50.000 hommes, contre plus de 80.000 Bulgares.

Est-ce la retraite générale ?

Athènes, 18 novembre. — Aucune information officielle ne confirme la retraite totale des Serbes sur le front sud-ouest, après la prise de Babouna.

En Grèce

M. Denys Cochin reçu par le roi

Athènes, 19 novembre. — M. Denys Cochin a été reçu aujourd'hui à dix heures par le roi.

L'entretien a duré près d'une heure.

Après et au retour, le ministre français a été acclamé par la foule massée sur son passage.

De nombreuses délégations se sont rendues à l'hôtel du ministre pour lui exprimer leurs sentiments de sympathie et de reconnaissance.

M. Denys Cochin demain s'embarquera pour Salonique, à bord d'un contre-torpilleur mis à sa disposition par le gouvernement grec.

Le secret de la conversation

Londres, 19 novembre. — Le « Times » écrit ce matin :

« On croit que le gouvernement d'Athènes est disposé à envisager l'éventualité de la retraite des Alliés au territoire grec dans le même esprit que celui qui a présidé au premier débarquement des troupes franco-anglaises à Salonique. »

Pour la démobilisation

Rome, mardi soir. — Suivant des informations reçues d'Athènes les puissances de l'Entente ont fait une démarche en vue d'obtenir la démobilisation de l'armée grecque, elles attendent une réponse.

Pour augmenter le Succès de l'Emprunt

Il n'est tel que de définir nettement les difficultés, pour trouver les moyens de les vaincre.

Notre emprunt 5 %, obéira-t-il à un succès certain : ses conditions avantageuses, les privilèges attachés à ses titres, le patriotisme de nos populations ne laissent pas de doute à cet égard.

Mais, si grand qu'il soit, le succès de cet emprunt sera-il proportionné aux besoins énormes qui devront être couverts ? Non, et cela simplement parce que nos disponibilités monétaires ne permettent pas de donner aux souscriptions l'ampleur nécessaire.

J'ai déjà fait ici le calcul de ces disponibilités : sur 14 milliards de francs de billets de banque en circulation, et 4 milliards de monnaies d'or et d'argent, le public français ne pourra guère immobiliser plus de 5 ou 6 milliards dans la nouvelle Rente 5 %, d'autre part, tous les États dans la lutte qui absorbe leurs ressources. Les pays neutres, et est vrai, gagnent beaucoup d'argent à travailler pour les combattants ; mais cet argent alimente leur activité industrielle et leur rapporte ainsi 15 à 20 %.

Il me paraît donc légitime de tabler sur plus de 5 ou 6 milliards de francs pour les souscriptions de l'étranger, malgré l'avantage que leur procure le change.

Ces prévisions donnent donc un total d'argent frais de 10 à 12 milliards de francs, le surplus des souscriptions étant libéré par la remise de Rentes 3 0/0 ou 3 1/2 0/0, de Bons du Trésor ou d'Obligations de la Défense nationale, ce qui peut être avantageux pour l'Etat, mais ne lui apporte pas de ressources nouvelles.

Deux milliards de francs en espèces, c'est supposer, mais on n'a pas encore assez de presses militaires, ce n'est pas encore assez.

Que faut-il donc pour tripler ou quadrupler cette somme, de façon à réunir d'un seul coup toutes les ressources financières nécessaires pour nous conduire jusqu'à la victoire finale ? Simplement, voter une loi qui permette de mobiliser une fraction des centaines de milliards qui consistent en la fortune mobilière et immobilière de la France, de manière à créer des disponibilités nouvelles pour souscrire à l'emprunt.

Parmi les opérations normales de la Banque de France figurent les prêts sur cer-

tains titres de premier ordre, tels que les Rentes françaises, les emprunts des départements, des villes et des colonies françaises, les grands Fonds d'Etats étrangers, les obligations du Crédit Foncier de France, les actions et obligations de nos Compagnies de chemins de fer.

Les possesseurs de ces titres ont donc, théoriquement, la possibilité d'emprunter dessus auprès de la Banque de France pour souscrire de la Rente 5 %. En fait, cette opération est imposable, par suite des restrictions imposées par cet établissement et du taux élevé de ses prêts sur titres (6 %, actuellement).

Que, par un accord entre le Gouvernement et la Banque de France, le taux d'intérêt soit abaissé à 4 1/2 %, pour les prêts sur titres dont le montant sera employé en souscriptions de Rente 5 %, que les plus larges facilités soient données au public pour contracter ces emprunts, avec l'assurance que le taux des prêts ne sera pas augmenté pendant une période qui s'étendra jusqu'à une année après la signature de la paix. Vous voyez tous les capitalistes, petits et gros, se hâter de conclure une opération aussi avantageuse pour leurs intérêts personnels que pour les besoins actuels de l'Etat.

Cette opération de prêts sur titres, qui, je le répète, est normale, ne devrait amener aucune dépréciation de notre monnaie sur les marchés étrangers. Les billets créés par la Banque de France pour cet objet ont la valeur intrinsèque des titres remis en gage, étant donné surtout que le prêt consenti sur chacun ne dépasserait pas la moitié de sa valeur actuelle en Bourse. A ce page réel s'ajouterait en outre la garantie personnelle de l'emprunteur.

Le capitaliste trouverait l'occasion d'augmenter la moitié de son revenu de 18 0/0, différence entre le rendement de la nouvelle Rente souscrite, 5 68 %, et le taux d'intérêt du prêt, 4 1/2 %, — ce qui reviendrait à accroître son revenu de 0,59 %, sans aucun risque.

Et la France recouvrerait ainsi une trentaine de milliards, apportant une solution radicale à tous les problèmes financiers qui se posent jusqu'à la fin de la guerre.

Péritus.

Harden et la Paix

Il la réclame, mais la veut-il ?

Maximilien Harden, le célèbre journaliste allemand, dont les écrits eurent souvent d'incontestables répercussions sur le cours des événements, semble vouloir s'attacher, tous ces temps-ci, à persuader à ses compatriotes que le moment est venu pour l'Allemagne de faire la paix.

Cette opinion, que l'ancien secrétaire de Bismarck semble professer pour son compte, Maximilien Harden l'exprime avec les ménagements que comporte et qu'impose l'état de guerre. Mais il sait toutes les occasions de la formuler.

Bismarck après Sadowa

La semaine dernière, c'est dans un article de la gazette la *Zukunft*, que le fameux pamphlétaire présentait aux Allemands l'idée qu'il n'y a rien de déshonorant à faire la paix, quand les circonstances le commandent.

Harden s'appuyait sur une autorité peu discutée, sur celle de Bismarck, qui passera malaisément pour une âme noble, un cœur tendre, facilement effrayé des horreurs de la guerre et enclin à désirer la paix ; à n'importe quel prix.

Maximilien Harden rappelle ce qui se passa après la victoire remportée sur les Autrichiens à Sadowa, par les armées prussiennes.

Le roi de Prusse Guillaume, l'état-major prussien et son chef, de Moltke, ivres de leur victoire, voulaient en poursuivre les avantages jusqu'au bout, lui faire rendre tous ses effets. Ils parlaient entre autres choses d'entrer triomphalement à Venise.

Bismarck repousse ces projets. Le meilleur parti que nous puissions tirer de notre victoire, dit-il, c'est de ne pas en abuser. Nous avons vaincu l'Autriche ; c'est bien. Gardons-nous de l'humilier et même de trop l'affaiblir. Ainsi il n'y aura rien d'irréparable entre elle et nous. Et qui sait ? Peut-être aurons-nous besoin d'elle quelque jour contre quelque autre ennemi. Puisque c'est une alliée éventuelle, ne l'affaiblissons pas trop.

Non sans génie, Bismarck, après de vives discussions, au cours desquelles cet homme de fer versa des larmes, imposa ses vues à son roi.

La suite des événements montra qu'il avait bien servi les intérêts de son pays et les ambitions de son roi, en sachant ne pas abuser de la victoire et suspendre à propos le cours de ses succès.

L'arbitrage de Wilson

L'entretien se termine sur des considérations de Harden que le *Journal des Débats* résume en ces termes :

Harden reconnaît la beauté des efforts du pape en faveur de la paix, mais il les considère plutôt comme étant d'ordre décoratif. A son sens, le président Wilson peut faire plus pour la paix. Des gens sont mécontents de son attitude durant la guerre, mais il est des gens qui ne peuvent être satisfaits par aucune politique, si juste soit elle. L'attitude de l'Amérique me paraît avoir été correcte, et c'est pourquoi l'Amérique peut aider à rétablir la paix. Après avoir encore parlé des Polonais et des Juifs, Harden a terminé par cette réflexion : « Si cette guerre ne doit pas être la dernière, elle n'est rien d'autre qu'une criminelle folie. Si la guerre continue jusqu'en avril, l'Europe sera totalement à la banqueroute. Je crois que si la question de la Belgique pouvait être réglée actuellement, la guerre toucherait à sa fin. En ce qui concerne les indemnités, il importe de faire une remarque : c'est que si la guerre se termine trois mois plus tôt, toutes les puissances épargneraient de fortes sommes, les quelles constitueraient de larges indemnités. »

Ainsi parle Harden.

Il réclame la paix.

Mais, qu'il le veuille sincèrement, c'est une autre paire de manches.

Billets Rouges

M. Maurice Barrès et, par contre-coup, Charles Maurras qui avait repris à son compte ses mauvais propos, viennent de recevoir d'un général une bonne leçon.

Le nationaliste et le nationaliste intégral manifestent d'étrange façon l'amour que leur inspire la Nation : ils saisissent toutes les occasions qui se présentent de dénigrer l'Etat français, son gouvernement, son administration... tout.

Les Allemands les plus orgueilleux ne dépeignent pas la France dans des traits plus mensongers.

L'autre jour, Maurice Barrès racontait que nous — les Français — nous en sommes réduits à marcher partout et toujours à la suite des Allemands.

Un collaborateur de la France de Demain, le général B..., qui donne, tous les matins, à ce journal, plutôt nationaliste, un file qu'il intitule « Billet d'un Militaire », repousse avec énergie cette assertion infamatoire.

En serions-nous réduits à marcher à la suite des Allemands ?

« Heureusement non, réplique le général B... Entre Allemands et Alliés, tout diffère : les principes, les méthodes, les procédés. »

Et le « Militaire » de la France de Demain montre, avec une précision décisive, que l'on ne saurait comparer les Allemands aux Alliés. Et il conclut :

« Nous ne saurions donc être ni à la suite, ni à la traîne des Allemands, qu'il s'agisse du but de la guerre, de sa préparation, ou de la manière de la conduire. »

Il est bon qu'une voix autorisée se fasse entendre de temps en temps, pour opposer aux mensonges déhonnêtes de Barrès, des arguments des Maurras, la reconfortante vérité, la vérité française.

Georges CLAIRES.

Quiconque pense est pour la paix

Mais, bien vite, Harden en arrive à l'idée qui semble lui être chère. Il parle de ce qui le préoccupe et l'obsède : les conditions de la paix.

Les Allemands, affirme-t-il, peuvent soutenir la lutte. Ils ne peuvent rentrer dans leurs foyers sans avantage, après avoir subi tant de sacrifices. Mais c'est un malheur que toutes les puissances ne prétendent pas reconnaître que parler de paix n'est pas un signe de faiblesse. Si elles l'admettaient, des négociations de paix pourraient être commencées immédiatement. Parler de paix, ce n'est pas faire preuve de faiblesse, mais de fermeté.

« J'ai la conviction que toutes les personnes qui pensent soit, dans tous les pays, en faveur de la paix. Comment seraient-elles pour la haine ? Les gens m'ont considéré comme un belliqueux, comme un avocat de la guerre. C'est une erreur. J'ai toujours cru qu'une guerre était inévitable à cause des méthodes déplorables des diplomates, »

